

BULLETIN

DE L'UNION RÉPUBLICAINE DE LANGUE FRANÇAISE.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

12 NUMEROS.....\$1.

BUREAUX: 135 WOOSTER STREET, NEW YORK.

PRIX DE L'ABONNEMENT:

12 NUMEROS.....\$1.

Sections réunies de New-York.

Une Opération sociale.

A sa réunion générale du 13 mars, l'Union Républicaine, centre du New York, a eu à examiner le rapport du comité d'organisation de banquet, pour célébrer l'anniversaire de la Révolution de Février. Il résulte du rendu de comptes que, tous frais payés, il reste un bénéfice net de \$202.38 pour la caisse du *Bulletin*.

Mais le banquet de Février a produit plus qu'un résultat pécuniaire, il a posé sur le terrain pratique la question sociale.

L'ordre social doit reposer sur la JUSTICE.

La justice exige la suppression des bénéfices intermédiaires prélevés sur le travail par tous ceux qui ne contribuent pas à la production. Autant que possible, elle exige la vente à prix coûtant, et toujours, lorsqu'il y a un bénéfice, elle exige que ce bénéfice tourne au profit de tous et non pas de quelques spéculateurs.

Le banquet de Février a été, sous ce rapport, complètement démocratique et social.

Il a été démocratique en ce sens que tous les citoyens qui y ont assisté ont payé leurs consommations à beaucoup meilleur marché qu'ils ne l'auraient fait si le banquet avait été donné par un restaurateur.

Il a été social, en ce sens que le bénéfice réalisé tourne au profit d'une œuvre de propagande qui intéresse tous les républicains.

Mais à l'origine d'une organisation, il faut quelque chose de plus que la Justice, il faut du Dévouement. D'ailleurs, le dévouement même n'est en définitive que justice. Les générations passées ont travaillé pour nous : en travaillant pour les générations futures, nous ne faisons qu'acquitter une dette.

Eh bien ! le dévouement n'a pas manqué ; un grand nombre de citoyens ont offert leurs services ; quelques-uns même ont fait davantage. Aussi l'assemblée a eu devoir leur donner la récompense qu'ils ont noblement méritée : un vote de remerciements.

Les sections de New York, de Newark et de Paterson s'étaient réunies pour la célébration de ce banquet. L'Union Républicaine de New-York félicite ses sœurs de leur concours fraternel.

De l'Éducation.

2^{ME} SECTION.

Citoyens,

Avant de continuer le développement de la thèse que je soutiens devant vous à propos de l'éducation des enfants, permettez-moi de traiter aussi brièvement que possible, mais avec la franchise qui convient à des républicains, un fait presque personnel.

Des membres de notre Société ont prétendu — ils me l'ont dit à moi-même — “ que je prêchais des doctrines déplorables (sic), qu'il n'y a aucune différence entre le système des jésuites et celui que je préconise en demandant pour l'instituteur le droit absolu de guider l'enfant, et en disant que la première des vertus de l'élève doit être l'obéissance.”

Mes contradicteurs oublient que j'ai dit aussi : “ L'enfant est doué de conscience, d'intelligence et de cœur ; toute rudimentaire que soit cette conscience qui ne pèse pas l'importance du travail, c'est à elle qu'il faut le plus possible s'adresser.”

Ce n'est pas contre la contradiction que je proteste — au contraire, je la désire, je l'appelle ; notre tribune, notre *Bulletin* sont accessibles à tous — mais contre la fausse interprétation donnée à mes paroles.

Ce serait se montrer au moins ignorant des plus simples éléments de la discussion, si on des lois de la bonne foi, que de refuser de comprendre la différence radicale qui existe entre l'autorité que s'arroge le jésuite distributeur de l'instruction et celle que je réclame pour l'instituteur républicain. Celui-là ne relève de personne — sinon de Dieu, ce qui revient au même — et s'impose ; il reçoit son mandat de lui-même et n'en est responsable qu'à Rome. Nul, hors le quasi-dieu romain, ne contrôle sa doctrine et n'a le droit de la contrôler. Qu'il verse peu à peu le poison dans les jeunes âmes, où est l'antidote ? Il prend pour base et point de départ le merveilleux, le surnaturel, le mystique, le révélé.

L'instituteur républicain, lui, reçoit son mandat du peuple (soit par le concours, soit par l'élection), mandat impératif, de l'exécution duquel il est sans cesse responsable, et dont l'État, la République, le peuple, vous, moi, chacun enfin, peut à toute heure lui demander compte. La Société lui dit : “ Nous te confions des enfants, rends-nous des citoyens.”

De quoi s'occupera le jésuite instructeur ? nous ne le savons pas, ou plutôt nous ne le savons que trop. Ce qui est certain, c'est que nous, nous ne marcherons pas dans les mêmes sentiers. Aux spéculations contemplatives nous substituerons une philosophie positive.

N'oubliez donc pas cette différence qui exclut toute idée de comparaison et d'analogie :

Le jésuite est irresponsable, l'instituteur remplit une fonction dont la base est la responsabilité. Mais il ne peut pas y avoir de responsabilité sans une certaine dose de liberté d'action, d'où découle nécessairement cette autorité que je demande (sauf contrôle.)

“ Toutes les fonctions de la vie sociale exigent, de la part de ceux qui les remplissent, des connaissances spéciales et des aptitudes requises.”

Je lirai plus, c'est que tout maître doit avoir une instruction supérieure aux besoins de l'enseignement qu'il est appelé à donner. Il doit en outre s'armer de beaucoup de dévouement et savoir résister aux tentatives de l'impatience. Douceur sans faiblesse, sévérité sans injustice, telle doit être sa devise. Dans ces conditions, il acquerra de l'ascendant sur les enfants et se fera eroire et obéir sans peine.

A en croire mes contradicteurs, il semblerait que j'ai commis un crime de lèse-humanité en prêchant l'obéissance aux élèves.

Qu'ils me permettent de leur répondre à mon tour que cette demande de liberté illimitée pour l'enfant a quelque chose de grotesque en vérité.

L'enfant veut marcher sur les toits, veut boire de l'encre, veut la lune... il ne faut pas opprimer sa liberté !

Le maître n'est pas infaillible, certes ; mais la science l'est. Faudrait-il que le maître dise à ses élèves : je crois, je suppose que la somme des trois

angles d'un triangle quelconque est égale à la somme de deux angles droits... si toutefois cela ne vous contrariait pas trop. Je crois aussi... on dit généralement que le verbe s'accorde avec son sujet... si cependant vous préférez faire des solécismes, vive la liberté !

Allons donc ! au grand jour de la discussion, ces billevesées s'évanouiraient. Je le répète, j'accepte la polémique. Même quand on croit savoir, on peut encore apprendre beaucoup de ceux qui savent peu.

Notre *Bulletin* ne peut que gagner en intérêt à présenter à ses lecteurs des discussions sur un sujet aussi important. Il n'en est pas de plus digne d'exciter l'émulation des réformateurs.

Pour ma part j'apporte à cette tâche la plus grande bonne foi, les sentiments les plus ardents et le fruit de longues années d'expérience pratique.

Ceci dit et mon compte réglé, je reprends mon œuvre et vais continuer l'examen de la grave question dont j'ai posé les prémisses dans les numéros 2 et 3 du *Bulletin*.

Nous répétons depuis des années — un peu de confiance — que nous sommes partisans de l'enseignement gratuit et obligatoire, et d'un autre côté nous sommes les apôtres de la liberté dans toutes ses applications.

Or, avez-vous réfléchi quelquefois que ces deux termes : “ Liberté de l'enseignement ” et “ Enseignement gratuit et obligatoire ” s'excluent l'un l'autre ?

Si l'enseignement est gratuit, c'est au budget que les fonds alloués seront inscrits ; ce seront les contribuables qui paieront, et c'est justice, mais c'est l'État qui donnera l'instruction, qui examinera les maîtres et sera chargé de la collation des titres. En un mot, vous remettrez entre les mains de l'État le plus puissant et le plus dangereux des monopoles. L'Université — puisqu'il faut l'appeler par son nom — distribuera la science, la doctrine et la méthode philosophiques, aura ses propres produits pour professeurs, etc.

Si, au contraire, vous décrêtez la liberté de l'enseignement, aussitôt surgiront les prêtres, d'une part, et de l'autre la foule des ignorants faisant métier de la plus noble des missions ; le niveau des études s'abaissera continuellement ; au lieu de la splendeur serene de la science, on verra une foule de petites fabriques de diplômés et de gagne-pain. Terrible dilemme !

Je prévois vos objections. Vous allez me dire que je parle ici au point de vue de la Société actuelle et que nous devons, au contraire, chercher ce qu'il conviendrait de faire dans une Société régénérée.

Citoyens, ne nous laissons pas éblouir par des mirages trompeurs. Osons voir les choses ce qu'elles sont réellement. Ne travaillons pas pour le pays des rêves, et faisons preuve de bon sens et de prudence en considérant les choses sous leur aspect réel.

Si quelqu'un ici croit réellement qu'on transformera l'état social actuel du jour au lendemain, qu'on le transformera d'une manière radicale, il est plongé dans la plus profonde des erreurs.

Je crois à la révolution, à la révolution prochaine. Elle est fatale ; elle est dans la force des choses. Mais cette révolution, qui entraînera avec elle bien des impuretés et qui décrètera, je l'espère, bien des améliorations, n'altérera pas profondément les allures de la société moderne. Elle nous donnera — j'en ai l'ardente conviction — la liberté absolue, la liberté

de penser, de parler et d'écrire; et c'est beaucoup; c'est même tout ce que je lui demande, car, grâce à cette liberté, nous pourrions étudier, discuter, pratiquer tous les systèmes. Mais cette bienfaisance et si attendue révolution qui nous donnera la liberté (qu'un peu de réaction inévitable — c'est une loi physique — escomptera bien) ne nous donnera pas des hommes nouveaux. Nous aurons affaire à la génération actuelle; nous aurons à compter avec ses préjugés natifs, ses erreurs, ses routines.

Voilà pourquoi j'examine la question d'éducation en vue du milieu social actuel.

Voulez-vous que nous fassions un rêve d'illuminés pour une république idéale, ou que nous entrons carrément, franchement dans la lutte pratique, avec la volonté ferme de tirer parti des éléments que nous avons en main pour amener la transformation ultérieure?

Croire qu'on pourra échapper à cette période de transition, à ce pont qui unira le passé pourri à l'avenir régénéré, serait, je le répète, une folie dangereuse et impardonnable, car elle nous laisserait désarmés dans la lutte qui va s'ouvrir.

Si les hommes pensaient tous comme nous, si tous les esprits étaient affranchis des préjugés religieux, monarchiques, etc., nous pourrions faire table rase du passé et fonder une Société nouvelle. Mais, hélas! il est loin d'en être ainsi! Et c'est justement pour que les hommes de l'avenir soient dépouillés de ces préjugés qui sont notre obstacle aujourd'hui, qu'il faut que nous entrons dans la lutte armée de toutes pièces pour vaincre et terrasser nos ennemis.

Croyez-vous qu'au lendemain d'une révolution le prêtre disparaîtra? Quelle erreur! A moins que vous ne les pendiez tous, ce que je ne conseille pas, car ils ne valent point les frais de corde, ils ne disparaîtront pas. Non! Ils se cacheront un moment, se déguiseront, se transformeront, et, pendant plusieurs siècles encore, seront l'ennemi fatal sur lequel toute votre vigilance devra s'exercer sans cesse.

Ce qu'on appelle la liberté d'enseignement, c'est un piège. Ils veulent nos enfants. Eh bien, non! Pas de liberté d'enseignement à ce point de vue là; pas de liberté d'enseignement qui leur livrerait nos fils et empêcherait encore les révolutions futures de porter leurs fruits.

Il est temps de ne plus laisser les femmes et les curés disposer de ces jeunes intelligences. Il est temps que les pères de famille se réveillent et ne laissent plus à ces charlatans éhontés la faculté d'empoisonner les générations.

D'où vient le mouvement contre l'Université? des prêtres. D'où vient le mouvement contre l'instruction gratuite et obligatoire? des conservateurs. Ils admettent qu'on peut obliger les pères à faire de leurs fils des soldats; ils n'admettent pas qu'on puisse les forcer à en faire des écoliers.

Au-dessus de l'enseignement primaire, il y a l'enseignement supérieur. Et cet enseignement leur serait abandonné? Non, mille fois non! Si le professeur primaire peut se contenter de transmettre à l'élève et de lui exposer clairement les connaissances qui doivent développer sa jeune intelligence, le professeur du haut degré, même en donnant son cours de la manière la plus complète, n'accomplit que la moitié de son devoir. Il a encore une autre mission plus haute: celle d'apprendre aux élèves par quelle méthode scientifique s'agrandit le domaine de la science, et de préparer par ses propres travaux et ses propres recherches les progrès futurs de l'humanité.

Les cléricaux veulent détruire ce qui est. Plus de lycées! Plus d'écoles de médecine! Plus d'écoles de droit! Plus de facultés des sciences et des lettres. Ce sera beau à voir.

La jurisprudence, l'étude et l'interprétation des lois abandonnées aux casuistes qui ont rédigé le *Syllabus!*

La médecine livrée aux charlatans qui mettent le

coeur à droite! La santé publique confiée aux Purgons et aux Diafoirus de sacristie.

A bas ces hautes écoles où professèrent les mécréants Renan, Quinet, Michelet! Les sciences seront ramenées aux jours où l'on croyait que la terre était carrée, que Jomé avait arrêté le soleil et qu'une baleine avait avalé Jonas!

Et nous pourrions, au nom de la liberté, nous réjouir de cette orgie cléricale.

Donc, pour échapper au prêtre, il faut que l'Etat donne l'instruction. Entourez cette délicate obligation de toutes les garanties. Et d'ailleurs, répétons-le sans cesse, l'Etat, c'est nous, c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde.

Que vos représentants discutent les programmes d'enseignement. Que toutes les garanties de science et de moralité soient demandées aux maîtres. Que nul emploi ne s'obtienne qu'au concours. Ayez des inspecteurs, des examinateurs, des vérificateurs toujours en opération. Qu'on ne laisse pas une semaine s'écouler sans porter un œil investigateur dans toutes les écoles de tous les degrés. Faites pour la pépinière des hommes de l'avenir ce qu'on fait aujourd'hui pour l'armée. Ce seront des émoluments un peu mieux placés, et vous atteindrez un résultat un peu plus profitable à l'humanité.

Les Conséquences de l'Impunité.

A propos de l'affaire Pierre Bonaparte, un citoyen fait les observations suivantes:

"Citoyens,

"Le verdict de la Haute-Cour ne doit pas nous étonner, nous le connaissions d'avance. Nous savons que sous tous les régimes, les magistrats français, ainsi que les jurys choisis et triés, se sont toujours montrés les humbles serviteurs du pouvoir. Espérons que ce dernier verdict comblera la mesure, et que le peuple français finira bientôt par en avoir assez! Car il n'en peut plus douter maintenant, si tant est qu'il en doutait encore, il sait que, quand on est prince, on peut assassiner impunément.

"Impunément!... ce mot explique tout!
"On a souvent discuté sur l'abolition de la peine de mort, on a déjà aboli les barbaries du supplice, mais est-ce là la question la plus importante? Non, citoyens, car quelle que soit la nature du châtement, le criminel sait l'affronter au besoin. Ce qui pousse au crime, ce n'est pas la douceur de la peine, c'est l'espoir de l'impunité.

"Un homme qui se croit tout permis parce qu'il est le veuve d'un empereur, Louis Bonaparte, commence par deux échafaudées, et finit par un coup d'Etat. Il ne recule devant aucun crime pour satisfaire son ambition. Pourquoi cela? Il est certain de l'impunité, il sait qu'on n'osera toucher un cheveu de sa tête auguste.

"Un autre, Jefferson Davis, ne recule ni devant la guerre civile, ni devant la perte de sa patrie, pour soutenir une odieuse institution. Pourquoi cela? S'il réussit, il aura réalisé le rêve de son ambition; s'il succombe, il n'a rien à craindre, rien à redouter; on peut bien pendre Wirtz, un instrument, un étranger, tranchons le mot, un pauvre diable; mais pendre un membre du Congrès, un des chefs de l'aristocratie politique aux Etats-Unis? Allons donc! les loups ne se mangent pas entre eux.

"Enfin voici un homme, Pierre Bonaparte, que la certitude de l'impunité a rendu bête furieux. Cet homme qui puise son langage dans les égotismes, cet homme qui se permet vis-à-vis de vieillards les brutalités les plus révoltantes, cet homme qui, sans motifs, sans raison, s'est souillé de plusieurs crimes, cet homme, plus bête féroce encore que les lions et les tigres qui n'égorgent que parce qu'ils ont faim, qu'est-il? C'est un Bonaparte, c'est un homme élevé dans la religion de l'impunité.

"Ah! citoyens, loin de nous cette fausse philosophie qui apprend à respecter les têtes privilégiées! rappelons-nous que la justice, pour être justice, ne doit considérer que le crime, et jamais les titres et qualités du criminel. Si la pitié pouvait prendre sa place, ce serait pour ces malheureux que la misère pousse au crime, car eux-là, ils ne sont pas seuls coupables: ils sont les boucs émissaires des fautes d'une organisation sociale qui n'assure à personne ni la sécurité, ni même l'existence. Pardon pour eux-là, s'il est possible encore de les ramener au bien. Mais proclamons bien haut ce principe:

"Plus le criminel est élevé, plus le châtement doit être inflexible."

L'Union des Travailleurs.

Citoyens,

Quand deux travailleurs ont fait deux produits exigeant la même somme de soins, de peines et d'efforts, ils ont droit à une rétribution égale; voilà un principe de justice distributive indéniable.

Mais, hélas! dans la société, ce principe est toujours foulé aux pieds. Bien loin que les gains soient en rapport avec le travail accompli, ils augmentent d'autant plus que le travail est moindre. Dans la répartition de la richesse, celui qui travaille le plus reçoit le moins, et l'oisif inutile accapare toujours la plus forte part.

Les ouvriers, eux-mêmes, enserés dans un milieu spéculatif qui les affame, ne savent le plus souvent que copier leurs maîtres; ils ne comprennent pas, pour la plupart, la possibilité d'organiser leurs sociétés coopératives, soit de travail, soit d'échange, autrement qu'un patron organise son atelier, ou un épicier sa boutique.

Dès qu'il est question de former des coopérations ouvrières, on est certain d'entendre ces mots: Réalisons des bénéfices, partageons des bénéfices, etc. Mais, pour me servir d'un exemple de Proudhon, si A prélève un bénéfice sur B, B sur C, C sur D, et ainsi de suite, sur qui le prélèvera Z? Si c'est sur A, le bénéfice devient nul, puisque chacun rend d'une main ce qu'il reçoit de l'autre; mais si A, B, C, D, E, F prélèvent seuls des bénéfices sur leurs associés, ils sont des privilégiés vivant en parasites sur le travail de leurs semblables. Il y a alors dans la société une classe d'hommes qui produit tout et ne jouit de rien, et une autre classe d'hommes qui ne produit rien et qui jouit de tout.

Les travailleurs comprendront-ils enfin que la grande, l'unique cause de la misère, c'est le droit d'aubaine.

La rente, c'est l'aubaine payée au propriétaire pour avoir le droit d'exploiter le sol. Or, comme le propriétaire pousse ses exigences aussi loin qu'il lui est possible de le faire, la fertilité du sol, qui est le fait de la nature, les voies de communication qui rendent l'écolement des produits plus facile et moins coûteux, les améliorations sociales, l'accroissement de population, toutes les causes qui donnent plus de valeur au sol, tout enfin, tourne, par la rente, au profit du propriétaire. La rente, qu'elle vienne de la nature ou des efforts humains, n'est certes pas le fruit du travail du propriétaire; il est souverainement injuste de payer à un seul ce qui est en réalité l'héritage de tous.

Cependant, la rente est nécessaire: la fertilité du sol, les améliorations du travail humain, feront toujours que tel terrain produira plus ou moins que tel autre. Mais cette rente, loin d'être payée à un individu, devrait l'être à la société; elle devrait remplacer l'impôt pour constituer le budget social.

L'intérêt de l'argent, c'est l'aubaine prélevée par le capitaliste sur le producteur. Cette aubaine sera nécessaire tant que le crédit public restera dans les mains de quelques financiers. C'est donc à la société seule de donner et de recevoir crédit, car seule elle peut créditer gratuitement tous les citoyens.

Le bénéfice, c'est l'aubaine prélevée par le commerçant sur le consommateur, par le patron sur l'ouvrier. Cette aubaine aussi sera nécessaire tant que l'échange et la production resteront dans les mains de quelques capitalistes. Le producteur doit arriver à être son propre patron, comme son propre commerçant, supprimer le droit d'aubaine sous toutes ses formes, ne réaliser d'autres bénéfices que ceux nécessaires pour couvrir les frais généraux; en un mot, produire et vendre à prix coûtant, voilà les conditions sans lesquelles il n'y aura jamais dans le monde ni justice ni bien-être. Mais comment organiser les travailleurs pour obtenir ce résultat?

Au lieu de petites sociétés coopératives isolées, toutes séparément propriétaires de l'instrument de travail qu'elles mettent en œuvre, formons une organisation générale des travailleurs sans distinction de métiers. Et si cette organisation ne peut commencer que par un petit nombre d'hommes convaincus et dévoués, établissons-la de telle sorte qu'elle soit toujours accessible à tous, même aux plus pauvres, et qu'elle tourne à l'avantage de tous, et non pas à l'avantage particulier de quelques fondateurs s'écriant en propriétaires de la chose.

Avec une telle organisation, l'instrument du travail devient propriété sociale, le droit d'aubaine est impossible. En effet, le capital de cette "Union des Travailleurs," réalisé par les cotisations, les souscrip-

tions et les...
fice soit...
leurs assoc...
vail que...
dispositio...
Ceux-ci ne...
leur trava...
Travailleu...
exploiter...
pour son t...
tous les ec...
Vendre...
mais pour...
aucune per...
chances de...
fices sont...
qui ne réa...
perte, sou...
Les can...
le crédit...
au comptab...
Viend en...
de débou...
dre social...
sonnel et...
crètes.

Enfin, v...
chandises...
de mode a...
Comment...
l'Union de...
réguliers...
éviter la d...
pondre à...
que je ne...
dois me b...
tion.

L'intérê...
cause l'ex...
sentant d...
marchand...
seules val...
tous paie...
tes les aut...
teoratiq...
accordant...
le travail...
tivité ou l...
de créer u...
être mono...
appelé à r...
présenter...
en un mo...
effectué, g...
et rembo...
dans les r...
puisque r...
rent, se d...
il doit, lui...
n'est cons...

Ce nou...
accaparé...
rapporter...
Il repré...
en dispos...
effectué, c...
Il poss...
produits...
des Trava...
trer les b...
Partant...
s'organise...
Elle de...
qui désire...
à verser...
être à la...
Outre...
souscripti...
en un mo...
tôt un pr...
avoir d'...
cial, appa...
au crédit...
mais il de...
leurs.

Dès q...
mettre l...
vente, à...
cessité, c...
somme, é...
cheter da...
Cette so...
change, e...
et ne ser...
de ce pr...

tions et les efforts de tous, ne peut tourner au bénéfice soit d'un propriétaire, soit de quelques travailleurs associés. Les instruments et matériaux de travail que ce capital peut procurer ne sont plus à la disposition exclusive des ouvriers qui les font valoir. Ceux-ci ne sont que des fonctionnaires rétribués pour leur travail, et responsables vis-à-vis de l'Union des Travailleurs tout entière. Cette Union, ne pouvant exploiter aucun de ses membres, rétribue chacun pour son travail, rien que pour son travail, et vend à tous les consommateurs à prix coûtant.

Vendre à prix coûtant, voilà le secret de l'avenir; mais pour le faire, il faut être en mesure de n'essuyer aucune perte. Le commerçant peut s'exposer à des chances de perte d'autant plus fortes que ses bénéfices sont plus considérables; mais une organisation qui ne réalise aucun bénéfice ne peut essuyer aucune perte, sous peine de banqueroute.

Les causes des pertes sont multiples: il y a d'abord le crédit, que l'on peut facilement éviter en vendant au comptant.

Vient ensuite l'incertitude des affaires, le manque de débouchés certains et réguliers, résultat d'un ordre social où chacun spéculait pour son compte personnel et a tout intérêt de tenir ses opérations secrètes.

Enfin, viennent les pertes causées par les marchandises qui se détériorent, se gâtent ou passent de mode avant d'être vendues.

Comment éviter ces pertes, comment assurer à l'Union des Travailleurs des débouchés certains et réguliers? Comment écouler assez rapidement pour éviter la détérioration des marchandises? Pour répondre à ces questions, il me faudrait plus de temps que je ne puis vous en consacrer aujourd'hui. Je dois me borner, pour le moment, à indiquer la solution.

L'intérêt, cette arche sainte du parasitisme, a pour cause l'existence d'un agent circulateur, d'un représentant de la valeur, qui est en même temps une marchandise: l'argent. L'or et l'argent étant les seules valeurs constituées, les seules acceptables en tous paiements, les seules échangeables contre toutes les autres, sont par le fait des marchandises aristocratiques. Elles permettent à leurs détenteurs, en accordant ou en refusant crédit, de faire à leur gré le travail ou le chômage, l'aisance ou la gêne, l'activité ou la crise et la banqueroute. Il importe donc de créer un agent de circulation qui ne puisse plus être monopolisé par quelques banquiers. Cet agent, appelé à représenter la valeur des produits, doit représenter ces produits eux-mêmes. Il ne peut être, en un mot, qu'un bon d'échange émis sur travail effectué, garanti par les produits de ce même travail, et remboursable seulement en valeurs disponibles dans les mains de l'Union des Travailleurs. Enfin, puisque nous avons dit que les produits se détériorent, se déprécient s'ils ne sont pas vendus à temps, il doit, lui aussi, subir une légère dépréciation s'il n'est consommé au bout d'un temps déterminé.

Ce nouvel agent de circulation ne peut plus être accaparé par quelques capitalistes, puisqu'au lieu de rapporter intérêt il se déprécie.

Il représente exactement la valeur des produits en disponibilité, puisqu'il n'est émis que sur travail effectué, ou sur livraison de valeurs échangeables.

Il possède une garantie certaine et suffisante, les produits eux-mêmes qui restent aux mains de l'Union des Travailleurs, jusqu'à la vente, laquelle fera rentrer les bons d'où ils étaient sortis.

Partant de ces données, voyons comment devrait s'organiser l'Union des Travailleurs:

Elle devrait être composée de tous les travailleurs qui désireraient en faire partie, et qui s'engageraient à verser une cotisation régulière assez faible pour être à la portée de toutes les bourses.

Outre ces cotisations, elle devrait accepter les souscriptions, les dons volontaires, tous les moyens, en un mot, qui lui permettraient de réaliser au plus tôt un premier capital. Mais elle ne devrait jamais avoir d'actionnaires, car son capital doit rester social, appartenir à tous. Jamais il ne doit être porté au crédit de ceux qui auraient contribué à le former, mais il doit être à l'avoir de l'Union des Travailleurs.

Dès que ce capital serait assez grand pour permettre l'établissement d'un premier magasin pour la vente, à prix coûtant, des produits de première nécessité, chaque membre devrait verser une certaine somme, (l'équivalent de ce qu'il se proposerait d'acheter dans le cours d'une semaine ou d'un mois). Cette somme lui serait remboursée en bons d'échange, qui ne seraient jamais négociables en argent, et ne seraient échangeables que contre les produits de ce premier magasin en voie de formation.

Ici, citoyens, je demande toute votre attention. Par ce premier déboursé, les travailleurs créditeraient eux-mêmes l'organisation destinée à les affranchir de la dépendance et de la misère; ils lui mettraient en mains une somme suffisante pour acheter ses premières marchandises. Par ce premier déboursé, l'Union des Travailleurs s'assurerait un débouché déterminé, certain; car tous ceux qui auraient en mains des bons d'échange seraient obligés de les dépenser chez elle.

Pour étendre ses affaires, l'Union des Travailleurs devrait émettre des bons d'échange, non-seulement à ses sociétaires, mais encore à tous les citoyens voulant profiter du bon marché qu'elle serait en mesure d'offrir aux consommateurs.

Enfin, dès qu'il se vendrait suffisamment d'un article pour permettre sa fabrication, l'Union des Travailleurs devrait monter graduellement de petits ateliers.

Voilà, citoyens, le principe général; si nous savons le comprendre, nous pouvons transformer le monde. En supprimant le droit d'aubaine, en produisant et vendant à prix coûtant, nous coupons les vivres à tous ceux qui s'enrichissent d'autrui, nous nous préparons à concentrer dans nos mains la richesse publique. Certes, l'organisation que je viens d'indiquer demande, pour être comprise, de profondes études, aussi je me propose d'y revenir souvent dans le cours de nos réunions. Permettez-moi de finir, cette fois, par une dernière déclaration:

A l'exemple de quelques sociétés coopératives déjà organisées en Amérique, devons-nous viser à créer des sociétés permettant à quelques-uns d'entre nous de s'assurer un peu plus de bien-être? Non, sans doute! Mais nous devons viser à créer une organisation qui puisse un jour débarrasser la société de cette plaie hideuse qui la ronge depuis tant de siècles: la misère!

L'Aristocrate.

1^{re} SECTION.

Dans une discussion sur l'éducation, un membre combat les écoles spéciales. Voici, en résumé, une partie de son discours:

"On parle souvent des aristocrates, mais sait-on bien ce que c'est aujourd'hui qu'un aristocrate? C'est le parasite inutile que jadis la loi considérait, et qu'aujourd'hui le préjugé considère comme un être supérieur.

"D'où vient-il? De la mansarde ou du palais; du taudis ou des Tuileries; fils de son père ou fils de ses œuvres, mais toujours sans cœur, sans conscience... tout ce qu'il faut pour réussir dans la société... actuelle, cela s'entend.

"Autrefois c'était celui qui, pour jouir, avait eu la peine de naître; mais les temps sont changés: aujourd'hui c'est celui qui, pour faire ce qu'on appelle son chemin dans le monde, n'a reculé devant aucune bassesse, aucune lâcheté, aucune infamie, aucun crime; c'est le parvenu.

"Nous sommes à une époque de transition: le passé meurt, l'avenir commence à éclore; ce n'est plus la naissance, ce n'est pas encore le mérite, c'est l'intrigue qui perce et réussit.

"Mais quelles sont les causes? Elles sont multiples: c'est d'abord la chance, l'aurore du succès, de la tradition, du préjugé, le concours des circonstances.

"Sans la rébellion américaine, les généraux Sherman, Sheridan, Thomas et beaucoup d'autres seraient encore ignorés, et le général Grant ne serait pas président de la République américaine.

"Il n'y a plus de noblesse, mais celui qui porte un titre et un blason n'en fait pas moins plus facilement son chemin, même en Amérique. La noblesse est tellement une industrie, que tous les chevaliers d'industrie ajoutent un *de* à leur nom.

"Le riche d'aujourd'hui, quoiqu'il puisse devenir pauvre demain, n'en fait pas moins plus facilement son chemin: il a en main le nerf de la guerre.

"Cavaignac succomba devant Napoléon; l'un est le fils de ses œuvres, l'autre le neveu de son oncle.

"Et puis, c'est l'école spéciale: tandis que la masse des citoyens apprend à peine à lire, que beaucoup même n'apprennent rien du tout, un petit nombre reçoit une éducation fautive, par cela même qu'elle est spéciale. Voilà ce qui fait l'homme d'élite.

"Au lieu de travailler comme son père, il aspire aux fonctions dites libérales, sans doute parce qu'elles nous donnent la liberté de contribuer à consoler nos semblables.

"On en fait un avocat, chevalier de la chicane

prouvant à volonté le blanc et le noir, visant à embrouiller les lois pour mieux pêcher en eau trouble; très expert surtout dans l'art d'écoumer nos bourses.

"On en fait un médecin ayant, de par son diplôme, le droit d'assassiner impunément, et se préoccupant bien plus de son intérêt particulier que de celui de la science, de la bourse du malade que de la nature de la maladie.

"On en fait un officier, un général; sa fonction, c'est de tuer et de grader; son but, le despotisme; son rêve, le régime du sabre. Il tue père et mère pour un galon, une épaulette, une croix; il se vend au premier intrigant, il sert toutes les causes, il vend même son pays pour de l'avancement.

"On en fait un prêtre: sans parents, sans amis, sans patrie, sans amour, il n'est plus que la roue d'une machine à compression, l'engrenage d'une caste châtée. Aveugle soutien de tout ce qui est mal, il obéit, il abrutit — il persécute, il brûlera s'il le peut. Domination universelle, esclavage universel, voilà sa devise et son but.

"On en fait un magistrat, et il rend des services, non des arrêts. Ne faut-il pas servir le pouvoir, puisque c'est lui qui donne de l'avancement?

"Il devient journaliste, et il griffonne, sans principe, sans but. Ne faut-il pas flatter toutes les opinions pour avoir des abonnés? S'il fait parfois de l'opposition, c'est pour mieux se vendre. Soutenir le peuple, allons donc! cela ne paie pas; et puis, n'est-on pas un homme d'élite! on a sa décliné *rosa et lampas*. Il flagornera les grands et le pouvoir, cela paie et cela flatte la vanité.

"Il devient député, et il viole son mandat; il se vend, il se vautre dans la fange de toutes les bassesses, de toutes les lâchetés, et pour récompense on en fait un sénateur, un ministre, voire même un chambellan.

"Faut de mieux, il se met au service des chevaliers de la finance, il spéculé, il agiote, il entame souvent la caisse, et s'il ne finit par le bague, il devient millionnaire.

"Et quand il ne peut percer dans aucune fonction libérale, que lui reste-t-il, à lui qui a appris à mépriser le travail? Il devient *touriste* du bague, et plus tard *argousin*. Arrêtons-nous, il y a des infamies que la langue ne peut rendre, des dégoûts qu'elle ne peut exprimer.

"Mais chevalier de la plume ou de la chicane, de l'intrigue ou du sabre, du goupillon ou du carcan, c'est tout un; Cartonche ou Rouher, Vidocq ou Napoléon, cela dépend de la chance.

"Cependant, il y a des exceptions:

"Si l'école nous a donné Rouher, elle nous a donné Victor Hugo; Duruy fut professeur, mais Michelet le fut aussi. Tous les hommes n'ont pas l'instinct du porc.

"Ces exceptions, d'où viennent-elles? Du travail. Rousseau copiait de la musique, Béranger alignait des chiffres, et Proudhon des caractères typographiques. Pour être grand, il faut rester peuple.

"Mais les exceptions sont rares, la règle subsiste. On a brisé le noble, placé au parvenu; au lieu de l'homme, le reptile.

"Et pourquoi cela? C'est que les écoles spéciales, ouvertes aux fils du riche seulement, font des ingénieurs, des avocats, des médecins, des officiers, en un mot des hommes d'élite, mais jamais des travailleurs.

"L'ignorant, c'est l'aveugle; maintenir un homme dans l'ignorance, c'est lui crever les yeux.

"Mais faire de celui qui sait, par une éducation toute spéciale, un être qui se croit supérieur, un aristocrate qui méprise la vile et crasse multitude, et aspire à la commander, c'est éterniser l'oppression.

"Aussi, voyez-les, ces chevaliers imberbes, que de sottise vanité dans leur superbe ignorance; bornés de grec, de latin, de littérature, ils ignorent leur langue maternelle, et ne savent pas même distinguer au ciel l'étoile polaire.

"L'école spéciale, c'est le mal; l'école générale, ouverte à tous, l'enseignement moins littéraire, mais plus scientifique, théorique et professionnel à la fois, sera le remède.

"L'école ouverte à tous, c'est la science accessible à tous; c'est l'homme ne pouvant plus arriver aux fonctions les plus importantes que par le travail, c'est l'âge et l'expérience remplaçant l'imberbe premier prix.

"Mais il faut autre chose encore, c'est le travail accessible à tous. Qu'importe que l'école soit ouverte, si le fils du pauvre, forcé de travailler dès l'enfance, ne peut suivre les cours.

"Mais que l'école et le travail soient accessibles à tous, et il n'y aura plus d'hommes d'élite.

"Pourquoi? — Parce que nous le serons tous."

Section de Topeka.

Que se passe-t-il donc en notre diocèse de Paris et dans notre province la France, que nous n'ayons pu prévoir depuis longtemps ? Impuissant à gouverner le petit coin du globe qui s'appelle la France, et à y constituer le *serpent gouvernemental* qui s'appelle *empire au temps des Romains*, Napoléon III, l'empereur, voudrait se résoudre à n'être plus que le tronçon d'un autre *serpent gouvernemental*. — (le PARLEMENTARISME), — tronçon qui s'appelle, d'après Montesquieu, *pouvoir exécutif*.

Royaliste et républicain à sa façon, la bourgeoisie demande qu'il fasse cela, elle l'y pousse, l'exige. Elle veut bien d'un roi, d'un empereur, d'un chef militaire à sa tête, comme *pouvoir exécutif*, comme *bras séculier*, disons le mot, comme *bourreau*, pour mettre à mort, en prison, en torture, ceux qu'elle lui désignera; mais elle veut les lui désigner; elle veut faire la loi, juger et condamner.

Elle ne veut pas être jugée, condamnée et légitimée par lui. Elle ne s'y fie pas. En face d'elle est le peuple, les paysans, les ouvriers, les pauvres, qui se tiennent à l'écart, attendent, sont républicains à leur manière, non à la sienne; gens de désirs et d'espérances, gens de foi, mais qui, tranquilles, ont besoin, pour marcher, d'un programme clair, succinct, satisfaisant.

Puis entre ce peuple et cette bourgeoisie, la kirielle, immense, mais surtout rotentissante, de ces gens qui se disent *peuple, ouvriers, prolétaires*, s'agit, vocifère, et, pleine d'imprudences, voudrait que le peuple, à sa voix, s'élançât contre le *gouvernant*, l'empereur, l'empire, le tyran qui *déshonore la France*.

Il font évidemment, à cette heure, de la chute de l'empire une question de *dignité humaine*. Là est un danger réel pour nous et pour bien d'autres. C'est bien de cela vraiment qu'il doit être question à cette heure! Le peuple a bien besoin d'un *gouvernant* digne, plus digne que celui qui est. Est-ce là être républicain de la république universelle, de *fond non de forme*, que de poser avant tout la question de *dignité* ?

Je ne le pense pas.

Il y a certainement dans ceux qui, dans cette occurrence d'une lutte incessante, sourde et prête à triompher, de la bourgeoisie contre l'empire, bourgeoisie qui a dans les puissances étrangères de profondes et singulières ressources; il y a, dis-je, dans le fait de ces gens-là, beaucoup d'ignorance native, beaucoup de trahison insigne et beaucoup d'ambition personnelle.

L'enfant généreux, ardent, plein d'illusion, d'amour; le traître, l'agent provocateur, et l'âme cupide, ambitieuse, avide de renom, s'y coudoient, s'em brassent, dans cette phalange qui crie sans cesse: *Aux armes*, et chante la *Marseillaise* de nos pères sans être le moins du monde ce que nos pères qui la chantaient de cœur étaient, des *jacobins*, c'est-à-dire des hommes qui voulaient l'unité et l'homogénéité de la France, au moyen de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Nous ne sommes pas, nous ne pouvons être les alliés de ces hommes si fort mêlés d'ailleurs, à plus forte raison les souteneurs de cette politique, nous qui voulons la République universelle, la République de fond. Nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas plus être avec eux qu'avec les bourgeois. Disons-le-nous, et ne nous laissons pas surprendre par eux.

Voyez dans quelle impasse ils se mettent volontairement.

Ce ne peut être une émeute, ce qu'ils veulent; ce ne sera pas une insurrection: c'est donc une *bataille*.

Eh bien, pour la bataille, sur qui peuvent-ils compter? Est-ce sur la *bourgeoisie*, qui sait et craint derrière eux les penseurs et les *jacobins* futurs, c'est-à-dire le peuple des villes et des campagnes, le paysan et l'ouvrier ?

Mais la bourgeoisie aimera mieux courber la tête mille fois un peu plus longtemps encore sous l'empire et reprendre plus tard son duel avec lui. Elle ajournera donc ce duel avec plaisir et joie, pourvu que la bataille refoule encore une fois ces buveurs de sang, ces républicains rouges, ces socialistes, et ce peuple de paysans et d'ouvriers qui lui ont fait peur, qui lui font toujours peur. Cela est évident, cela est certain.

Comptent-ils sur le peuple qu'ils cherchent à entraîner par leurs excitations malsaines ?

Mais le peuple n'est pas avec eux, vous le savez aussi bien que moi: le peuple sait bien qu'on ne résoudra pas à coups de fusil son problème.

Il a payé son écot, en fait de ces choses, en mai 48 et en décembre 51, et, pris en masse, il ne veut

plus recommencer la bataille pour le plaisir de dire: *Voyons ce qui arrivera!* ou, *A bas, ce monsieur!* son ton, sa manière, sa figure ne me reviennent pas: il n'est pas digne.

Ils ne peuvent donc compter que sur eux seuls! Eh bien! ont-ils des armes? sont-ils disciplinés? Peuvent-ils tenir dans l'intérieur des villes? peuvent-ils tenir la campagne? Combien de batailles peuvent-ils perdre? Car tout est changé depuis 48.

La bourgeoisie s'est massée, le peuple s'est massé. La bourgeoisie sait ce qu'elle veut; le peuple commence à savoir ce qu'il doit vouloir et sait ce qu'il ne veut pas.

Cette situation respective du peuple et de la bourgeoisie crée les Césars, est favorable à leur ère; c'est le bon temps de la soldatesque et des généraux. Il faut donc la faire marcher. Voilà notre œuvre, à nous.

Ne nous dépatissons pas, et ne la retardons pas, ne la compromettions pas en faisant des alliances contre nature.

Il est beau d'être chevaleresque comme Barbès, jeune et victime comme Rochefort et Victor Noir, intrépide et pur comme Raspail, constant comme certains que je pourrais nommer; mais tout en les admirant et leur étant sympathiques, qu'avons-nous besoin d'aller à eux? Nous demandent-ils? ont-ils besoin de nos conseils? Sommes-nous sans-ouvrage? N'avons-nous rien à faire? En face d'eux, voyez vous, nous sommes comme si nous étions en face du cerceau de notre plus cher enfant.

Tant que nous ne serons pas morts, marchons, pensons, parlons, instruisons, imprimons. Montrons à tous, enfants, intrigants, peuple, bourgeois, gouvernants, comment on sortira de ce siècle pestilentiel où l'on gatait depuis 89, à la recherche stupide d'un gouvernement fort et républicain, c'est-à-dire d'un *serpent gouvernemental* qui ne soit pas ou personnel, c'est-à-dire *trop fort*, ou législatif, c'est-à-dire *trop faible*; qui ne vienne pas, en un mot, ou du ciel, ou de la terre.

AVIS.

HUMANITY CITY,

SECTION A DU KANSAS,

DE LA

Société Républicaine de Langue Française

DE

L'AMÉRIQUE DU NORD (ÉTATS-UNIS.)

M. JULES LEROUX,

Ex-représentant du peuple à l'Assemblée Nationale de 49; collaborateur et rédacteur en chef de divers journaux sous Louis-Philippe et la République de 48; entre autres: de la *Revue Encyclopédique*, de l'*Encyclopédie du XIX^{me} siècle*, publiées par MM. Pierre Leroux, son frère, et Jean Reynaud; de la *Revue Sociale*; de l'*Eclairer du Centre*, etc.; auteur de plusieurs livres et brochures publiés et inédits; Proscrit du 2 décembre 1849, par décret inséré au *Moniteur Universel*;

SE PROPOSE,

au moyen de ses parents et amis déjà réunis autour de lui, et d'un appel incessant à l'aide de publications ad hoc réitérées, lancé partout où besoin sera,

DE CRÉER:

à Neuchâtel, Nemaha County, Kansas,

UNE COLONIE RÉPUBLICAINE,

où les vrais principes de la vie républicaine, vers lesquels convergent, à leur insu, tous les mouvements révolutionnaires et réformateurs qui ensanglantent stérilement, à cette heure, en Europe, en Asie, en Amérique, en Afrique, en Océanie, partout, toute nation en voie de formation ou de décomposition, seront seuls appliqués. Il compte, à cet effet, sur l'appui moral et le concours direct, immédiat:

- 1° Des républicains de toutes les langues;
- 2° Des classes ouvrières de tous les pays;
- 3° Des hommes de cœur, d'intelligence et d'activité;
- 4° Des disciples intelligents et fidèles de Guillaume Penn;
- 5° Des amis et fervents admirateurs de l'œuvre entamée, compromise, des Washington, des Franklin, des Jefferson, des Monroe;
- 6° Des habitants, citoyens ou colons du Kansas, qui, particulièrement et spécialement, s'intéressent à la prospérité de cet État naissant, au développement de ses richesses agricoles, industrielles, manufacturières, commerciales;
- 7° Des femmes.

En conséquence, il ouvre une souscription volontaire, annuelle, au montant de cinq dollars, renouvelable au bout de l'an s'il y a lieu, à l'effet de créer et de desservir à Neuchâtel

UNE IMPRIMERIE-LIBRAIRIE,

organe créateur et vivificateur de la colonie projetée.

N. B.—Tout souscripteur, quel que soit son sexe, est prié, indépendamment de ses nom, prénoms, etc., d'écrire lisiblement son adresse, ayant à recevoir périodiquement et gratis communication de comptes-rendus imprimés, touchant la situation véritable de l'entreprise au fur et à mesure de son développement.

S'adresser, pour les souscriptions, aux correspondants du "Bulletin" dans toutes les villes de l'Union, lesquels sont priés de les faire parvenir au citoyen JULES LEROUX, à Topeka, Box 624.

A NEW-YORK.

Le Comité chargé de la publication du *Bulletin* se renouvelle à tour de rôle, se réunit le premier et le second vendredi de chaque mois dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du *Bulletin* de l'Union Républicaine de Langue Française doit être adressé.

La 1ère Section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La 2e Section le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, à Steuben House.

La réunion générale des Sections le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin, à Steuben House, Bowery.

A SAINT-LOUIS (Mo.).

La Section se réunit régulièrement tous les premiers dimanches de chaque mois à 8 heures du soir, à la salle des *Druides*, coin sud-ouest de Park avenue et de la 7e rue.

Pour tout ce qui concerne la Société de l'Union Républicaine de Langue Française aux États-Unis:

A NEW-YORK.—Au citoyen D. DEBUCHY, 33, Wooster street.

A SAINT-LOUIS.—Au citoyen BAUR, 616, Spruce street.

A CHICAGO.—Aux citoyens A. GAGNARD et CLAPIER, 173, Monroe street.

A NEWARK.—Au citoyen GOLAY, 165, Walnut street.

A BOSTON (Mass.).—Au citoyen CHAYANE, care of Palmer Bachelder & Co., 162, Washington street.

A PATERSON.—Aux citoyens MERCIER et VOGELI.

A CARONDELET.—Au citoyen A. DIDIER.

A TOPEKA (Kansas).—Au citoyen JULES LEROUX.

A KEOKUK (Iowa).—Au citoyen CHEVILLON.

A LEAVENWORTH (Kansas).—Au citoyen CASIMIR BOUISSE.

A SAN DIEGO.—Au citoyen HENRICH.

BUDGET DU "BULLETIN."

RECETTES.	DEPENSES.
Section de New-York:	1er numéro..... \$ 35.00
Souscription et ab.....\$375.07	2me "..... 30.00
Banquet..... 204.38	3me "..... 30.00
	4me "..... 30.00
	5me "..... 30.00
	6me "..... 38.00
	7me "..... 30.00
Total.....\$586.45	Frais de poste: 5.00
Section des autres Etats de l'Union:	lettres et divers..... 5.00
Boston.....\$ 32.00	Total.....\$28.00
Chicago..... 12.00	
Donaldsonville..... 1.00	
Keokuk..... 7.00	
Leavenworth..... 3.00	
Little Rock..... 1.00	
Newark..... 24.00	
Patterson..... 7.00	
San Diego..... 5.00	
St. Louis..... 56.00	
Topeka..... 2.00	
Total.....\$150.00	
Grand total.....\$736.45	Balance en caisse...\$508.45